



Communiqué de presse

## **Réaction du SISP au rapport de l'ISQ pour 2008 : Les emplois du secteur public toujours sous-payés**

Québec, le 28 novembre 2008 – « Avec la lourdeur des tâches, le retard salarial est l'une des dimensions qui explique les difficultés croissantes du gouvernement à recruter, retenir et motiver les employées et les employés appelés à fournir chaque jour les services directs à la population », a déclaré M<sup>me</sup> Lina Bonamie, porte-parole des cinq organisations syndicales représentant plus de 300 000 employées et employés du secteur public et regroupées au sein du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP). Le recrutement est désormais difficile tant pour les services administratifs et les services sociaux que pour les services de santé et d'éducation.

### **Le triste constat d'un retard persistant**

Réagissant au dépôt du rapport de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) pour 2008, *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les dirigeants du SISP y voient, encore cette année, la triste confirmation du retard persistant de la rémunération des employés de l'administration québécoise par rapport à celle des autres salariés québécois. Le retard salarial est estimé à 7,7 %, tandis que le retard au plan de la rémunération globale, qui tient compte des avantages sociaux et des heures travaillées, est de 2,9 %.

« Dans certains cas, on peut se demander si le fait de travailler dans le secteur public ne commence pas à ressembler à du bénévolat. Par exemple, quand on observe qu'un maître électricien reçoit une rémunération globale de 67 % inférieure à celle des emplois équivalents sur le marché, il y a de quoi se questionner fortement », ajoute M<sup>me</sup> Bonamie.

### **Des retards salariaux pour presque tout le monde**

Toutes les catégories couvertes par l'étude, sauf celle du personnel de services qui est réputée être à parité, accusent des retards par rapport aux autres salariés québécois. Chez les professionnels, les maximums normaux des échelles affichent un retard de 7,9 %. À ce chapitre, le décalage salarial est de 11,5 % chez les techniciens, de 14,3 % chez les employés de bureau et de 27,5 % chez les ouvriers. En ce qui concerne les écarts salariaux, les professionnels affichent un retard de 11 %, les techniciens de 6,6 % et les employés de bureau de 7,8 % tandis que chez les ouvriers le pourcentage demeure le même.

Par rapport au secteur privé à proprement parler, le retard salarial des employées et des employés de l'administration québécoise s'établit en moyenne à 5,2 %. C'est tout juste s'ils gagnent autant que ceux du privé non syndiqué, tandis que leurs salaires accusent

un retard de 15,6 % par rapport à ceux du privé syndiqué. Par rapport aux autres administrations publiques, c'est encore pire puisque les retards salariaux varient de 12,3 % à 15,3 %. Ce dernier retard, le plus élevé, se retrouve dans les entreprises publiques sous administration du gouvernement du Québec.

### **Des gels salariaux qui pèsent lourd**

Dans la section qui traite des tendances salariales, le rapport de l'ISQ évalue à 0,4 % la perte de pouvoir d'achat que subiront cette année les travailleuses et les travailleurs du secteur public et parapublic.

« En définitive, il est clair que les gels salariaux subis pendant deux ans, en 2004 et 2005, pèsent encore lourdement sur les résultats des comparaisons salariales », conclut la porte-parole du SISP.

### **Profil du SISP**

Le SISP regroupe 300 000 membres, issus de cinq organisations syndicales (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), dont près de 245 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La CSQ représente près de 160 000 membres, dont plus de 100 000 œuvrent au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La FIQ regroupe 57 000 membres du secteur de la santé. Le SFPQ représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. Quant à l'APTS, elle représente 26 000 travailleuses et travailleurs occupant des postes professionnels ou techniques au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Pour sa part, le SPGQ regroupe plus de 19 000 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

– 30 –

### **Renseignements :**

Claude Girard, CSQ, tél. cell. : 514 237-4432  
Sandra Gagné, FIQ, tél. cell. : 514 796-5093  
Stéphane Caron, SFPQ, tél. cell. : 418 564-4150  
Chantal Mantha, APTS, tél. cell. : 514 236-9287  
Sylvie Goupil, SPGQ, tél. cell. : 514 213-4192